

Stratégie et résistance contre l'extrême-droite : une réponse antifasciste et antiraciste européenne est-elle possible ?

Intervention en trois temps :

- L'antiracisme comme enjeu stratégique ;
- De quelques problèmes stratégiques dans l'antiracisme et dans la gauche ;
- Quelques pistes pour un antiracisme communiste, au service d'une stratégie de résistance au fascisme.

La lutte contre le racisme et l'antisémitisme : un enjeu stratégique

Je voudrais pour commencer insister sur la centralité de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme dans la bataille que nous avons à mener face à la montée de l'extrême-droite partout en Europe.

Quelles que soient les formes que prennent les projets réactionnaires, on finit toujours par y retrouver l'idée d'une confusion entre « race » et nation.

En 1939, Georges Politzer écrivait la chose suivante : « À la communauté d'hommes constitués historiquement, le fascisme entend opposer l'union des gens de même race, de même sang. »

Le combat antiraciste est donc central parce que le racisme structure le projet de société de l'extrême-droite autant qu'il permet sa progression.

En effet le racisme n'est pas seulement l'antithèse de la société que nous voulons bâtir, il est un outil politique au service des classes dominantes pour fracturer la société et diviser les classes populaires.

Il y a donc un enjeu majeur pour le combat communiste dont le moteur est la mise en mouvement des classes populaires, et dont le carburant est la conscience de classe.

Ce qui se joue autour du racisme et de l'antiracisme, c'est notre capacité à construire l'unité et la conscience de notre classe.

Attention, de ce point de vue, à ne pas retomber dans les vieilles lunes d'un « économisme » qui renverrait l'antiracisme à la périphérie des luttes économiques, et le racisme à un problème que régleront mécaniquement des luttes de classe victorieuses.

Il n'y aura pas de luttes de classe victorieuses sans éradication du racisme, pas plus qu'il n'y aura de perspective sérieuse d'éradication du racisme sans perspectives de victoires pour les luttes de classe.

J'évoquais Politz et ses écrits à la fin des années 1930, 4 ans après les « Lois de Nuremberg », un an après la Nuit de cristal et toutes les lois antijuives du régime nazi en 1938. La question que nous pouvons nous poser aujourd'hui est de savoir si le racisme tient toujours cette place centrale dans la dynamique de progression de l'extrême-droite.

C'est évidemment une question fondamentale si nous prenons au sérieux la menace que représente l'extrême-droite et sa capacité à conquérir le pouvoir.

Si l'on prend l'exemple de la dynamique du Rassemblement national en France, c'est aussi une question difficile tant les ressorts du vote sont multifactoriels.

Aujourd'hui, l'extrême-droite mobilise le racisme sous des formes renouvelées pour soutenir sa dynamique.

Sous des formes renouvelées parce que, si on prend l'exemple de la France, la forme est extrêmement importante dans la quête de « dédiabolisation » et de normalisation du Rassemblement national.

On peut d'abord dire qu'une des clés de voute programmatique du RN est une proposition fondamentalement raciste : la « préférence nationale », édulcorée ces dernières années en « priorité nationale ».

Cette proposition est sous-tendue par une conception ethno-culturelle de la Nation, à l'opposé de la conception républicaine de la Nation comme communauté politique que nous défendons.

On note ensuite qu'à la rhétorique sans filtres de Jean-Marie Le Pen a succédé une emphase un peu plus sophistiquée mais qui, fondamentalement, repose toujours sur le même ressort : la stigmatisation d'une partie de la population, en l'occurrence les musulmans.

Enfin, et c'est très important, le RN use aujourd'hui de procédés métaphoriques visant à inverser les repères, dans le but de stigmatiser : on va abondamment au RN se réclamer de la défense des droits des femmes, de la laïcité ou encore, on l'a vu dans la période récente de la lutte contre l'antisémitisme, pour viser une partie de la population.

Mais cela n'est pas suffisant pour comprendre la dynamique électorale du RN en France.

Ce que l'on constate également, c'est que l'extrême-droite progresse là où nous reculons, là où la gauche s'était construite en s'appuyant sur les grande concentration ouvrière.

L'Humanité titrait l'été dernier un de ses articles : « Le RN progresse dans les déserts syndicaux ».

Dans cet article, le journaliste Naïm Sakhi y interroge le politiste Tristan Haute qui explique en partie la vague RN dans des bastions ouvriers historiques (comme chez moi en Lorraine) comme une conséquence politique presque mécanique des transformations du monde du travail, des renouvellements générationnels dans le monde du travail et, bien sûr, la moindre présence des organisations syndicales.

Ce sont des processus que l'on observe partout en Europe.

L'extrême-droite s'insère dans le vide des espaces sociaux affaiblis par des décennies d'offensives néolibérales au service du capital. Ces espaces, ce sont les services publics, la protection sociale, mais aussi l'éducation populaire et les organisations ouvrières.

Ce sont aussi tout simplement des espaces où se construisent des sociabilités ordinaires : les clubs sportifs ou les fêtes (voir l'enquête de L'Humanité ce week-end sur la façon dont le milliardaire d'extrême-droite Pierre-Edouard Stérin investit le terrain des fêtes de village, des banquets, etc).

Sur le plan stratégique, cela montre la nécessité impérieuse d'articuler la bataille antiraciste avec d'autres batailles politiques (travail/emploi, services publics, etc).

Et au-delà de cette articulation, il y a un enjeu de réimplantation sociale et territoriale, dans des espaces extra-politiques (clubs sportifs, associations diverses, comités des fêtes...), à travers ce qu'il était convenu d'appeler le « travail de masse ».

Il y a là une question très importante pour une gauche qui entend lutter efficacement et lucidement contre le racisme et la progression de l'extrême-droite.

De quelques problèmes stratégiques dans l'antiracisme et dans la gauche

Il faut s'arrêter un instant sur l'état du mouvement antiraciste.

Dans les années 1980, la France a connu l'émergence d'un grand mouvement antiraciste porté par toute une génération d'enfants d'immigrés de la deuxième génération, qui a pris la parole et a imposé dans le pays la reconnaissance du problème raciste (la Marche contre le racisme et pour l'égalité des droits, en novembre/décembre 1983).

Ce mouvement a suscité énormément d'espoir qui ont été très rapidement déçus.

- D'abord, la gauche au pouvoir en 1983 n'a pas tenu ses engagements sur des sujets majeurs comme le droit de vote des immigrés ou l'abolition de la double-peine.
- Ensuite, le mouvement antiraciste a parfois été, dans les années qui ont suivi, perçu comme un mouvement très moralisateur, très paternaliste aussi, et ayant perdu de sa visée transformatrice.
- Enfin, les décennies qui ont suivi l'émergence de ce mouvement sont celles qui ont consacré la contre-révolution néolibérale, marquée par des reculs importants sur le plan économique et social (éclatement des grands collectifs de travail, individualisation de la relation salariale, explosion du chômage, régression

sur le partage de la valeur entre capital et travail, sur les droits, etc), mais aussi sur le plan idéologique (fin de la lutte des classes, marginalisation du marxisme, capitalisme perçu comme un horizon indépassable, etc).

Une des traductions à gauche des reculs liés à la contre-révolution libérale, c'est que l'immigration, à partir des années 1980, a de moins en moins été appréhendée en des termes économiques, mais de plus en plus en des termes culturels.

Une illustration significative, c'est qu'on a arrêté de parler de « travailleurs immigrés », pour parler d'immigrés tout court, de « culture beur », etc.

Bien pire, on peut aussi évoquer les mots du PM Pierre Mauroy qui, en 1984, va chercher à discréditer la grève des OS de chez Talbot à Poissy, principalement conduite par des travailleurs immigrés, en la qualifiant d'agitation religieuse pilotée depuis l'étranger.

Pour mener une résistance efficace à la progression de l'extrême-droite, nous devons comprendre et convaincre que les avancées et les reculs, en matière de racisme et de discriminations, sont complètement liés à l'évolution des rapports de force entre les classes, et donc au cours des luttes de classe.

À partir des années 80, le capitalisme a accompagné l'émergence d'un antiracisme très consensuel qui se concentre sur la condamnation morale des individus racistes, tout en s'accommodant d'un régime économique qui génère de très grandes inégalités sociales.

Dans les pays capitalistes avancés comme la France, l'Angleterre ou les États-Unis, l'antiracisme va même devenir un moyen de donner un aspect très progressiste à des politiques de régression économique et sociale, un moyen « d'associer le néolibéralisme à l'émancipation », pour reprendre les mots de Nancy Fraser, la philosophe nord-américaine, en 2018.

Cet antiracisme, qu'on retrouve y compris dans le management des grandes entreprises et qu'on peut qualifier de libéral, a pour volonté de diversifier les élites dirigeantes sans jamais remettre en cause le modèle économique et la structure sociale qui en découle.

Au début des années 2000 émerge un antiracisme qui entend être une réponse à la « dépolitisation » du mouvement antiraciste issu des années 80.

Cet antiracisme dit « politique », qui arrive à travers des intellectuels et certains courants militants largement inspirés par des théories venant des USA, cherche à ramener de la conflictualité dans le combat antiraciste, ce qui est en soi positif, mais une conflictualité centrée sur la race, une conflictualité entre « blancs » et « non-blancs », entre « racisés » et « non racisés », ce qui pose de nombreux problèmes.

Cet antiracisme repose sur l'idée que la France serait un « État raciste », ce qui ne correspond pas du tout à la réalité concrète à laquelle nous sommes confrontés, ou que les sociétés européennes seraient structurées

par un « pacte racial » unissant les classes dominantes blanches et le prolétariat blanc contre les « non-blancs ».

Cet antiracisme repose sur l'usage systématique et sans précaution de la notion de « racisme systémique » qui pose problème parce que, entre autres, elle expose au piège du réductionnisme racial, c'est-à-dire au risque de tout expliquer par le racisme et d'occulter la question de classe.

« Libéral » ou « politique », le mouvement antiraciste est en échec. Pire, il est aujourd'hui très affaibli dans sa capacité de résistance au climat général et dans sa capacité à obtenir des avancées concrètes contre le racisme et les discriminations.

Et sur le terrain directement politique, la gauche apparaît comme totalement impuissante et tétanisée par la progression de l'extrême-droite.

- Si le mouvement antiraciste est affaibli, c'est qu'il a su tirer par le passé sa vitalité d'une capacité à l'indignation morale très forte dans la société sur ces sujets. Cette capacité d'indignation a très largement reculé, un recul que l'on peut mettre en lien avec le recul de la conscience de classe et l'affaiblissement de la République comme pacte social et civique ;
- Mais s'il est affaibli, c'est aussi parce qu'il est très divisé sur ses orientations fondamentales et stratégiques (« racisme systémique », question coloniale, lutte contre l'antisémitisme, etc).
- Elles posent également des problèmes d'ordre stratégique. En centrant la conflictualité sur la notion de race (quand bien même dans son acception sociale et non biologique), parfois au détriment de la classe, ou par l'exaltation voire la mise en concurrence des identités, au détriment de la perspective universaliste, ces approches compromettent concrètement les possibilités de large rassemblement de notre camp social dans sa diversité, face au racisme et pour la défense de ses intérêts communs.

Je fais un détour ici sur ce qui peut paraître un autre sujet, mais qui me semble très lié : la nécessité de rompre avec l'orientation du « populisme de gauche » (portée en France par la France insoumise).

Pourquoi ? Parce que le populisme de gauche est une orientation stratégique qui repose sur le constat d'une société qui ne serait plus structurée autour de rapports entre des classes sociales, et d'un « peuple » atomisé et multiple dans ses aspirations politiques. Et qu'il s'agit de faire de ce peuple un nouveau sujet politique en s'adressant à ses affects, plus qu'à sa conscience, par la voix d'un leader charismatique (Cf Jean-Luc Mélenchon dans « L'ère du peuple » ou plus récemment dans « Faites mieux »).

Ceci amène les partisans du « populisme de gauche » à chercher l'agrégation de toutes sortes de mouvances parfois très contradictoires dans un ensemble un peu nébuleux.

Cela peut être payant électoralement à un moment donné, mais peut aussi devenir un obstacle à la construction d'une dynamique majoritaire.

Cette tentative d'agrégation par LFI comprend une validation en l'état de la mouvance dite « décoloniale », héritière de l'antiracisme dit « politique ».

Cela conduit la France insoumise à s'adresser aux quartiers populaires et à nos concitoyens musulmans en flattant parfois des attitudes politiques négatives, en activant des sentiments d'appartenance communautaire ou religieuse, en essentialisant les populations, quand nous devons le faire en cherchant à développer un sentiment d'appartenance de classe, autour de perspectives communes à l'ensemble de notre classe.

Précision pour éviter tout malentendu : je souscris pleinement à la nécessité de redonner de la dignité et du pouvoir d'agir aux habitants de nos quartiers, de leur donner de la visibilité dans nos organisations et nos directions (nous avons nous-même beaucoup de travail sur ce plan), de s'adresser spécifiquement aux gens à partir de ce qu'ils vivent concrètement.

Le « populisme de gauche » cherche à organiser la subjectivité populaire autours de ses affects du moment et par l'agrégation de sentiments et de préoccupations distinctes sans vraiment chercher à en faire du commun.

Il est par ailleurs dans une démarche délégataire (« Donnez-nous la force de tout changer », slogan des européennes 2024) et non d'auto-organisation.

En disant tout cela, je ne cherche pas à polémiquer à bon compte mais bien à poser des questions stratégiques qui se posent au mouvement antiraciste et au-delà aux forces de gauche qui entendent conquérir une majorité dans la société pour faire reculer le racisme, l'extrême-droite et conquérir le pouvoir.

Quelques pistes pour un antiracisme communiste, au service d'une stratégie de résistance au fascisme

Je suis convaincu que l'efficacité de la lutte antiraciste se situe dans notre capacité à livrer cette bataille en l'articulant à l'exigence de conquêtes sociales et démocratiques, à partir de mots d'ordre concrets et mobilisateurs.

Certaines expressions du mouvement antiraciste aujourd'hui contribuent parfois à alimenter les fractures et les divisions, en ce qu'elles vont politiser prioritairement ce qui est « différence et minorité », au détriment d'autres déterminations (être citoyen, salarié, chômeur, etc).

A contrario, les communistes cherchent à politiser le « commun » pour rechercher des dynamiques majoritaires.

L'heure n'est pas à la superposition incantatoire de colères éparses et fragmentées, mais bien à la politisation de ce que nous avons en commun, en partant bien sûr de la diversité des situations vécues.

Et je ne sais pas s'il est possible de le faire facilement au niveau européen, mais je suis convaincu que c'est une nécessité pour reconstruire un mouvement antiraciste de masse parce que l'internationalisme est un ingrédient indispensable du combat antiraciste. Un mouvement complètement antiraciste, c'est-à-dire un antiracisme qui ne laisse sur le côté aucune forme de racisme, et notamment pas l'antisémitisme d'où qu'il vienne, un antiracisme qui rejette la concurrence entre les oppressions, entre les mémoires ou entre les identités.

Nous défendons tout simplement la perspective d'un antiracisme universaliste.

Un universalisme qui ne veut pas dire l'exclusion des revendications et les oppressions spécifiques mais qui au contraire les englobe et les articule pour atteindre des objectifs communs.

Notre antiracisme est fondé sur ce que nous avons en commun, nos intérêts de classe, ceux du monde du travail et de la jeunesse, un antiracisme qui défend la République sociale et la laïcité.

Voilà la perspective que nous défendons pour combattre efficacement le racisme et l'extrême-droite.

Pour terminer et peut-être esquisser une piste de réponse aux questions ouvertes dans cette intervention, je voudrais citer le militant africain-américain Bayard Rustin, qui était un proche de Martin Luther King après avoir été militant des Jeunesses communistes aux Etats-Unis, il a notamment pris une part importante dans l'organisation des grandes marches pour les droits civiques. Il pose bien les termes du défi de la bataille antiraciste :

« En réalité, c'est le programme du mouvement ouvrier qui offre de réelles solutions pour réduire la concurrence et l'hostilité raciales. Non pas sous prétexte d'une plus grande sensibilité à la souffrance des Noirs - c'est là, justement, que le bât blesse. Les syndicats organisent les travailleurs sur la base d'intérêts économiques communs, et non d'affinités raciales. le programme législatif du mouvement ouvrier, pour le plein emploi, le logement, la reconstruction urbaine, la réforme des impôts, l'amélioration des services de santé et l'accroissement des possibilités d'éducation, est spécifiquement conçu pour aider tant les blancs que les Noirs au sein du prolétariat et de la petite classe moyenne, là où se nichent les plus grands risques de polarisation sociale. Seul un programme de ce type peut répondre de façon originale au problème de la rage noire comme à celui de la peur blanche. Il ne prétend pas apaiser la rage noire au détriment des blancs - cela ne ferait qu'accroître la peur et la réaction politique des blancs. Il n'exploite pas non plus la peur des blancs pour réprimer les Noirs. Ces deux solutions plaisent aux démagogues qui, des deux côtés de la barrière, se repaissent de la frustration et des conflits raciaux. Toutes deux consolident les forces conservatrices - celles qui bénéficient de l'hostilité entre travailleurs noirs et blancs, car elle les empêche de s'unir efficacement autour d'intérêts économiques communs. »